



La cathédrale Alexandre Newski à Sofia - The Alexander Newski cathedral in Sofia



Leo Netten et Miglena Tacheva  
Leo Netten and Miglena Tacheva



Mme Miglena Tacheva, vice-ministre de la Justice  
Mrs Miglena Tacheva, Deputy Minister of Justice

Nicola Hesslen, membre de l'UIHJ  
Nicola Hesslen, UIHJ member

Dariusz Potkanski, membre du bureau de l'UIHJ  
Dariusz Potkanski, member of the board of UIHJ





## Le nouveau visage de l'huissier de justice européen

**Tel était le thème du colloque international organisé par l'UIHJ, le ministère de la Justice bulgare et l'Union bulgare des juges de l'exécution, à Sofia, les 6 et 7 novembre 2003.**

### Un cadre prestigieux

Au pied de la montagne Vitocha, sur les hauteurs de Sofia, la résidence Boyana, ex-résidence de l'ancien président de l'époque socialiste, dresse sa silhouette massive au milieu des couleurs chatoyantes de l'automne. C'est dans ce site magnifique que s'est tenue une conférence internationale qui réunissait Mme Miglena Tatcheva, vice-ministre de la Justice bulgare, Me Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ, et Me Georgi Ditchev, président de l'Union bulgare des juges de l'exécution. La cinquantaine de participants, parmi lesquels de nombreux juges de l'exécution et des membres du ministère de la Justice bulgare, a pu découvrir quel serait le nouveau visage de l'huissier de justice européen, dont le portrait a été tiré par quatre experts de l'UIHJ : Nicola Hesslen, présidente de l'association des huissiers de justice suédois, Dariusz Potkanski, trésorier adjoint de l'UIHJ, et Marc Schmitz et Mathieu Chardon, huissiers de justice à St-Vith (Belgique) et Versailles (France), membres du Comité de l'UIHJ.

### L'évolution de la profession dans le sens du progrès

Dans son discours d'ouverture, Mme Miglena Tatcheva, vice-ministre de la Justice, a orienté son propos sur la nécessité de réformes et la volonté du ministère de la Justice bulgare de faire évoluer la profession dans le sens de la modernité et du progrès, en harmonie avec les nouvelles normes européennes. Georgi Ditchev, président de l'Union bulgare des juges de l'exécution a rappelé que les huissiers de justice en Bulgarie, après avoir fait l'objet d'une profonde réforme il y a quelques années, devaient désormais prendre en main leur destin, avec l'aide du ministère de la Justice. Leo Netten, 1er vice-président de l'UIHJ a indiqué que, pour la profession d'huissier de

*L'église Saint-Nicolas à Sofia  
The St-Nicholas church in Sofia*



justice, une nouvelle carte se dessinait en Europe, carte dont les contours seraient redéfinis avec l'arrivée en mai 2004 de 10 nouveaux pays au sein de l'Union européenne. Le 1er vice-président de l'UIHJ a insisté sur la prédominance sur ce nouvel échiquier de l'huissier de justice de type libéral.

### Quel statut pour l'huissier de justice européen ?

Le colloque a été partagé en trois ateliers. Le premier atelier avait pour thème : « Quel statut pour l'huissier de justice européen ? » et les travaux étaient modérés par Georgi Ditchev. Marc Schmitz a présenté les réformes en cours dans l'UE et au Conseil de l'Europe. Depuis le sommet européen de Tampere en octobre 1999, l'UE a reconnu la nécessité de placer l'exécution des décisions de justice comme un moteur indispensable de l'intégration européenne. De nombreux travaux ont été depuis entrepris, donnant lieu à une législation abondante et souvent complexe : règlements sur la reconnaissance et l'exécution des décisions de justice, sur la signification et la notification des actes judiciaires dans les Etats membres, et les diverses législations en préparation sur le titre exécutoire européen, l'injonction de payer européenne, etc. Le comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté le 9 septembre 2003 une recommandation en matière d'exécution des décisions de justice (Rec2003(17)). Cette recommandation édicte d'une part des principes directeurs concernant l'exécution et d'autre part



détermine les normes minimales applicables aux agents d'exécution. Notre confrère Schmitz a également évoqué les nombreux travaux de l'UIHJ dans ces différents domaines. Le statut actuel des huissiers de justice au sein de l'UE d'aujourd'hui et de demain a été présenté par Mathieu Chardon, Nicola Hesslen et Dariusz Potkanski. Il a été relevé que, dans la nouvelle Union européenne à 25, les huissiers de justice libéraux seraient majoritaires. Les raisons ayant conduit les Etats, principalement les Etats de l'ex-bloc soviétique, à se tourner vers ce système ont été relevés : critères d'efficacité, de sécurité et également économiques, l'Etat n'ayant pas à supporter les coûts très importants liés à un fonctionnement efficace d'un service de l'exécution.

### Quelle organisation professionnelle ?

Le 2<sup>e</sup> atelier avait pour thème : « Quelle organisation professionnelle ? » et avait pour modérateur Liliana Chopova, inspectrice au ministère de la Justice bulgare. Nicola Hesslen a insisté sur l'importance de la représentation de la profession sur les différents plans, international, national, régional et local. L'importance d'une profession unifiée et la discipline ont été évoqués par Dariusz Potkanski et Mathieu Chardon. L'indépendance des huissiers de justice, qu'elle soit légale ou financière, sont également des éléments clés d'une organisation professionnelle pérenne, comme l'ont expliqué Marc Schmitz et Dariusz Potkanski. Quant à la responsabilité professionnelle, véritable garante pour les justiciables d'une exécution juste, légale et équitable, elle a été traitée par les quatre membres de l'équipe.

### Quelles attributions pour quelle formation ?

Le 3<sup>e</sup> atelier avait pour thème : « Quelles attributions pour quelle formation ? » Les travaux étaient modérés par Anelia Pavlova, inspectrice du ministère de la Justice bulgare. Les membres de l'équipe ont présenté les attributions essentielles des huissiers de justice, à savoir l'exécution des décisions de justice et la signification des actes judiciaires et extrajudiciaires, en insistant notamment sur la supériorité de la signification réalisée physiquement par un agent professionnel assermenté, ayant un haut niveau de compétence juridiques, par rapport à la notification réalisée par voie postale. Mais d'autres attributions hautement compatibles avec le statut des huissiers de

justice ont été présentées aux participants qui ont manifesté leur intérêt pour ces activités par de nombreuses questions : constats, recouvrement amiable ou judiciaire de créances, ou encore les ventes mobilières. La formation est également une composante intégrante du nouveau visage de l'huissier de justice européen. La question de savoir quel était le niveau de formation requis était traitée par Mathieu Chardon, à la lumière de la recommandation Rec(2003)17 du Comité des ministres du Conseil de l'Europe et des points de vue de l'UIHJ sur la question : une formation initiale et une formation continue sont les éléments indispensables pour une profession qui se doit d'être irréprochable. L'organisation de la formation est également essentielle pour atteindre les objectifs de qualité recherchés. Mathieu Chardon a présenté les diverses écoles de formation spécialisées en Europe, et notamment l'Ecole nationale de procédure française, un modèle sans équivalent sur le plan européen.

Dans son discours de clôture, Mme Tatcheva a indiqué que le Centre européen de formation en matière d'exécution (*European Enforcement Training Centre, EETC*) était en cours de création et verrait le jour fin 2004, à l'initiative conjointe du ministère de la Justice bulgare et du Conseil de l'Europe<sup>1</sup>. L'UIHJ participe activement à la création de ce centre puisqu'il en sera membre cofondateur et que Mathieu Chardon et John Marston, membres de l'UIHJ font partie du groupe de travail chargé de sa mise en place<sup>2</sup>.



*Le groupe de travail du colloque  
The working group of the seminar*



*Les intervenants du séminaire  
The participants of the seminar*

<sup>1</sup> Voir à ce sujet l'article paru dans le numéro 16 de UIHJ Magazine

<sup>2</sup> Voir également l'article sur la 2<sup>e</sup> réunion du groupe de travail, dans ce numéro



## The new face of the European enforcement agent

**This was the theme of the international symposium organised by the UIHJ, the Bulgarian Ministry of Justice and the Bulgarian Union of Enforcement Judges in Sofia, on the 6th and 7th of November 2003.**

### A prestigious setting

At the foot of Vitocha Mountain, in the heights of Sofia, the Boyana Residence, home of the former president of the socialist era, stands imposingly amongst the sparkling autumnal colours. This magnificent site was the choice for the hosting of an international conference that brought together Mrs Miglena Tatcheva Q.C., the Bulgarian Vice Minister of Justice, Mr Leo Netten Q.C., First Vice President of the UIHJ, and Mr Georgi Ditchev Q.C., president of the Bulgarian Union of Enforcement Judges. There were around fifty participants in all, including several enforcement judges and members of the Bulgarian Ministry of Justice, who were able to discover the new face of the European enforcement agent, whose portrait was drawn by four experts from the UIHJ: Nicola Hesslen, president of the Association of Swedish Debt Collectors, Dariusz Potkanski, assistant treasurer of the UIHJ, and Marc Schmitz and Mathieu Chardon, enforcement agents in St-Vith (Belgium) and Versailles (France), and members of the UIHJ Committee.

### Developing the profession in the direction of progress

In her opening speech, Mrs Miglena Tatcheva Q.C., Vice Minister of Justice, spoke of the necessity of certain reforms and the desire within the Bulgarian Ministry of Justice that the profession should develop in the direction of modernity and progress, and this in concordance with the new European standards. Georgi Ditchev, president of the Bulgarian Union of Judges reminded us that the Bulgarian enforcement agents, after having been the object of a far-reaching reform a few years ago, must henceforth take their destiny into their own hands with the help of the Ministry of Justice. Leo Netten, First Vice President of the UIHJ declared that, for the profession of enforcement

*L'église Saint-Nicolas à Sofia*  
*The St-Nicholas church in Sofia*



agent, a new European map was in the process of being drawn up and its contours would be redefined as a result of the entrance of 20 new countries into the European Union in May 2004. The First Vice President of the UIHJ insisted on the predominance of an independent status for the profession of enforcement agent on this new European chessboard.

### The choice of status for the European enforcement agent

The symposium was split into three workshops. The theme of the first workshop was: «The choice of status for the European enforcement agent» and the workshop was supervised by Georgi Ditchev. Marc Schmitz presented the reforms underway in the EU and in the Council of Europe. Since the European Summit in Tampere, Finland, in October 1999, the EU has recognised the necessity of viewing the enforcement of legal decisions as an indispensable driving force behind European integration. A great many projects have since been set in motion, which have given rise to much and often complex legislation: regulations concerning the recognition and enforcement of legal decisions, the signification and notification of legal documents in the Member States, and diverse laws in preparation on the European Enforcement Order, the European Injunction to Pay, etc. On the 9th of September 2003 the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted a recommendation on the subject of the enforcement of legal decisions (Rec2003(17)).



*La cathédrale Alexandre Newski à Sofia - The Alexander Newski cathedral in Sofia*

*Mathieu Chardon et Georgi Ditchev  
Mathieu Chardon and Georgi Ditchev*



*Mathieu Chardon, membre de l'UIHJ  
Mathieu Chardon, UIHJ member*



This recommendation lays down the directing principles concerning the enforcement procedure and it also determines the minimal standards applicable to the agents responsible for enforcing these decisions. Our colleague Schmitz also mentioned the many projects undertaken by the UIHJ in these various domains. The current status of enforcement agents in the EU of today and tomorrow was presented by Mathieu Chardon, Nicola Hesslen and Dariusz Potkanski. It was revealed that, in the new European Union of 25, independent enforcement agents will be in the majority. The reasons that have led the States, mainly the States of the former Soviet bloc, to turn towards this system were identified: criteria of efficiency and security but also economic factors, since the State does not have to support the very large costs implied in ensuring that an enforcement department functions efficiently.

### **The choice of professional organisation**

The theme of the 2nd workshop was: «The choice of professional organisation» and it was led by Liliana Chopova, an inspector at the Bulgarian Ministry of Justice. Nicola Hesslen underlined the importance of the profession being represented at the different levels, international, national, regional and local. Dariusz Potkanski and Mathieu Chardon evoked the importance of

a unified profession and of discipline. The independence of enforcement agents, both legally and financially, are also the key elements of a lasting professional organisation, as Marc Schmitz and Dariusz Potkanski went on to explain. The four members of the team dealt with the question of professional responsibility, as a veritable guarantee for those implicated in the legal proceedings of a just, legal and fair enforcement procedure.

### **The choice of attributions and training**

The theme of the 3rd workshop was: «The choice of attributions and training». Anelia Pavlova, an inspector at the Bulgarian Ministry of Justice, was in charge of the workshop. The team members presented the essential tasks attributed to enforcement agents, i.e. the enforcement of legal decisions and the signification of legal and extrajudicial documents, with particular insistence on the superiority of signification performed in person by an approved professional agent, with a high level of legal competence, in relation to notification by post. However a number of other attributions that are highly compatible with the status of enforcement agent were presented to the participants who showed their interest in these activities through the many questions posed: affidavits, amicable or legally enforced debt recovery, and property sales. Training also plays an integral



*Georgi Dichev, président de la Chambre nationale des huissiers de justice de Bulgarie*  
*Georgi Dichev, President of the Bulgarian National Chamber of Enforcement Agents*



*Marc Schmitz, membre de l'UIHJ*  
*Marc Schmitz, UIHJ member*



*L'entrée de la résidence Boyana - The entrance of the Boyana residence*

part of the new face of the European enforcement agent. The question of the level of training required was dealt with by Mathieu Chardon, in the light of recommendation Rec(2003)17 of the Committee of Ministers of the Council of Europe and the UIHJ standpoint on the issue: an initial training and a continued training are the indispensable elements for a profession that owes it to itself to be irreproachable. The organisation of the training is also essential in order to attain the quality objectives sought. Mathieu Chardon presented the various specialised training schools in Europe, and particularly the French National School of Procedure, which represents an unequalled model on the European scale. In her closing speech, Mrs Tatcheva Q.C. indicated that the creation of the European Enforcement Training Centre, EETC) is well underway and will be ready by the end of 2004, on the joint initiative of the Bulgarian Ministry of Justice and the Council of Europe<sup>1</sup>. The UIHJ is actively participating in the creation of this centre since it will be a co-founding member and Mathieu Chardon and John Marston, members of the UIHJ, belong to the working group responsible for implementing the project<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Cf. the article featured in issue #16 of UIHJ Magazine on this subject

<sup>2</sup> Cf. the article on the 2nd meeting of the working group in this issue



*Leo Netten, premier vice-président de l'UIHJ*  
*Leo Netten, 1st Vice-president of UIHJ*

*Georgi Dichev reçoit la médaille de l'UIHJ*  
*Georgi Dichev receives a medal from UIHJ*





## Centre européen de formation en matière d'exécution (EETC)

**L'UIHJ participe à la mise en place du Centre européen de formation en matière d'exécution des décisions de justice.**

Dans UIHJ Magazine n°16, nous vous avons informé de la création prochaine du Centre européen de formation en matière d'exécution des décisions de justice, basé sur la côte d'or, Bourgas, en Bulgarie. Le groupe de travail s'est réuni les 14 et 15 avril 2004 à Sofia pour en régler les détails. Mathieu Chardon et John Marston, experts du Conseil de l'Europe et membres de l'UIHJ étaient présents en qualité de membres de ce groupe de travail.

Rappelons que ce centre a pour vocation d'améliorer la formation des Etats membres du Conseil de l'Europe en offrant à leurs agents chargés de l'exécution et autres personnes intéressées la possibilité de participer à des conférences, séminaires et ateliers, relatifs à l'exécution des titres exécutoires. Le Centre se veut un forum d'information et d'expertise par la formation. Plus précisément, le Centre proposera de traiter les divers thèmes qui auront été retenus après une consultation générale réalisée auprès des Etats membres. Sur cette base, le Centre prendra des initiatives concrètes pour offrir aux Etats membres et leurs agents d'exécution la connaissance qui leur aidera à améliorer leurs institutions judiciaires dans le domaine de l'exécution forcée. Le Centre abordera notamment :

- Présentation des pratiques procédurales en Europe
- Résultats de recherches qualitatives, par le biais de questionnaires et de rapports
- Statistiques comparées
- Expertise et contacts
- Apprentissage et formation dans le domaine de la formation

Le Centre fera également l'objet d'un site Internet qui offrira aux internautes des informations précises sur le Centre, son fonctionnement et ses activités mais mettra en place à terme un système d'e-learning on line ainsi qu'une base de don-



*Le nouveau parlement - The new Parliament*

nées la plus vaste possible. Un magazine sera également mis en place, sur Internet.

Le Centre organisera des conférences internationales tous les deux ans sur les thèmes clés dans le domaine de la formation, de l'exécution des décisions de justice, de la déontologie, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, etc. Des ateliers et séminaires se tiendront tous les semestres en Bulgarie et les autres Etats membres.

Un questionnaire a été préparé par le groupe de travail et a été diffusé aux autorités des 45 Etats membres du Conseil de l'Europe. Ce questionnaire a pour but d'obtenir des informations sur l'exécution des décisions de justice dans les Etats membres. Les informations seront analysées afin de d'identifier les critères d'intérêts communs, les problèmes et questions par l'exécution des titres exécutoires et de répondre aux attentes des usagers du Centre.

L'UIHJ sera partie prenante dans la création du Centre, ainsi que l'Ecole nationale de procédure française qui mettra son expérience de centre de formation à vocation française, mais aussi internationale, au service du Centre.

Le ministère de la Justice de Bulgarie a demandé l'assistance de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ) afin qu'elle soutienne la création d'une base de données contenant des informations comparables sur l'exécution des décisions de justice dans les Etats membres du Conseil de l'Europe. La CEPEJ a accepté en principe d'apporter son soutien et a chargé le secrétariat d'en définir les modalités de mise en œuvre avec les autorités bulgares.

Le Centre sera inauguré les 2 et 3 décembre 2004 à Strasbourg, au Palais de l'Europe, à l'occasion d'une conférence internationale à laquelle participera l'UIHJ.



## European Enforcement Training Centre (EETC)

**The UIHJ participates in setting up the European Enforcement Training Centre concerned with the enforcement of legal decisions.**

In the UIHJ Magazine no.16, we informed you of the upcoming creation of the European Enforcement Training Centre, based in Bourgas, situated on the Bulgarian 'Gold Coast'. The working group met on the 14th and 15th of April 2004 in Sofia to settle the details. Mathieu Chardon and John Marston, Council of Europe experts and members of the UIHJ were present in the capacity of members of this working group. As a reminder the purpose of this centre is to improve the training of the member States of the Council of Europe by offering their enforcement agents and other interested parties the possibility of participating in these conferences, seminars and workshops, relating to the enforcement of orders. The Centre aims to be a forum of information and expertise through training. More precisely, the Centre will propose to deal with the various themes which will have been chosen as a result of a general consultation organised with the member States. On this basis, the Centre will take tangible steps to offer the member States and their enforcement agents the knowledge that will help them to improve their legal institutions in the area of the enforcement of legal decisions. In particular the Centre will raise the issues of:

- Presentation of procedural practices in Europe
- Results of qualitative research, based on questionnaires and reports
- Comparative statistics
- Expertise and contacts
- Apprenticeship and training of those who will be providing the training

The Centre will also have a website which will offer Internet users precise information about the Centre, how it works and its activities and, in the long-term, it also intends to set up an on-line e-learning system as well as a database planned to be as large as possible. A magazine will also be available for consultation via the Internet.



*Le groupe de travail du Centre - The EETC working group*

The Centre will organise International conferences every two years on key themes in the domain of training, enforcement of legal decisions, deontology, new information and communication technologies, etc. Workshops and seminars will be held every six months in Bulgaria and the other member States.

The working group has prepared a questionnaire which has been distributed to the authorities of the 45 member States of the Council of Europe. The purpose of this questionnaire is to obtain information concerning the enforcement of legal decisions in the member States. The information will be analysed to identify the criteria of common interests, the problems and questions related to the enforcement of orders and to respond to the expectations of the users of the Centre.

The UIHJ will be involved in the creation of the Centre, as will the French 'Ecole Nationale' of Procedure (ENP), which will provide its experience as a French and International training centre for the benefit of the European Centre.

The Ministry of Justice in Bulgaria has requested the assistance of the European Commission for the Efficiency of Justice (CEPEJ) to support the creation of a database containing comparable information on the enforcement of legal decisions in the member States of the Council of Europe. The CEPEJ has accepted in principle to support this initiative and has charged the secretariat with the task of defining the modalities for implementing it in collaboration with the Bulgarian authorities.

The Centre will be inaugurated on the 2nd and 3rd of December 2004 in Strasbourg, at the Palais de l'Europe, during an International conference attended by the UIHJ.